

Antoine BOTTY, mai 2026

LES SPÉCIFICITÉS DU RENOUVELLEMENT GÉNÉRATIONNEL DANS L'AGRICULTURE ALPINE FRANÇAISE

La CIPRA, pour une meilleure qualité de vie dans les Alpes

La Commission Internationale pour la Protection des Alpes (CIPRA) est une organisation non gouvernementale à but non lucratif qui dispose de représentations dans sept pays alpins et d'un réseau de plus de 100 associations membres. La CIPRA œuvre pour un développement durable sur des bases scientifiques, à travers une communication variée, un travail de sensibilisation politique et la réalisation de projets concrets. Elle s'engage pour la préservation du patrimoine naturel et culturel, pour le renforcement de la diversité locale et pour des solutions communes aux défis transfrontaliers de l'Arc alpin.

www.cipra.org



Table des matières

I.	Mise en contexte.....	3
II.	Méthodologie.....	3
	Personnes et structures interrogées.....	4
	Problématique.....	5
III.	Analyse des résultats.....	5
	Une fragilité économique structurelle du secteur agricole.....	5
	La capitalisation croissante des exploitations.....	6
	Dimension familiale, patrimoniale et sociétale.....	8
IV.	Conclusion : Leviers d'action.....	9
	Bibliographie.....	12
	Annexes.....	14
	Informations supplémentaires sur la Mention de Qualité Facultative « Produit de Montagne ».....	14
	Synthèse du questionnaire auprès des jeunes.....	14



I. MISE EN CONTEXTE

Dans un contexte où 2026 a été déclarée Année internationale des parcours et des éleveurs pastoraux par les Nations unies, et que le pastoralisme est un élément structurant fort de l'identité alpine ; CIPRA France m'a confié la réalisation d'une étude exploratoire sur le sujet suivant : **les spécificités du renouvellement générationnel dans l'agriculture alpine française.**

La Convention Alpine est le traité international portant sur la protection des Alpes, à travers ses différents protocoles, telles que le changement climatique, l'économie verte, la population, la culture, la qualité de vie, mais aussi l'agriculture de montagne. Au total, la Convention alpine travaille autour de 17 thématiques interconnectées. Le sujet exploré dans ce document se situe à la croisée de plusieurs d'entre elles. D'ailleurs, le groupe de travail de la Convention Alpine sur l'agriculture et la sylviculture de montagne a identifié le renouvellement générationnel comme priorité de travail en 2026.

La CIPRA a toujours accordé une attention particulière à l'avis et à la vision des jeunes sur un grand nombre de thématiques. Cette démarche permet de mieux mettre en avant les besoins réels du terrain. La présente étude en est un exemple, dans la mesure où la place des jeunes et des futurs agricultrices et agriculteurs y prend tout son sens : ce sont eux qui se trouvent directement confrontés à la problématique de la transmission.

Cette étude porte exclusivement sur le territoire alpin français. Il s'agit d'un sujet à multiples facettes, qui mobilise des dimensions économiques, sociales, climatiques et structurelles.

II. MÉTHODOLOGIE

Pour aborder ce sujet, il a d'abord fallu adopter une approche quantitative. L'objectif était de récolter un maximum de données afin de pouvoir développer un raisonnement structuré et précis sur le monde agricole de montagne. Ces recherches ont permis de dégager des tendances, des problématiques, mais aussi des spécificités propres à cette réalité d'altitude.

Dans un second temps, il a été important d'identifier les structures et les personnes concernées par le sujet afin de recueillir des données qualitatives. Les structures ont été identifiées à partir d'une cartographie des acteurs concernés par le renouvellement générationnel, ce qui a donné lieu à dix entretiens. Ces données sont essentielles pour comprendre les dynamiques internes et les acteurs du milieu. Elles permettent également d'éclairer les données mobilisées et d'y ajouter une dimension humaine et réaliste du terrain.



Dans un troisième temps, une enquête en ligne a été menée auprès d'étudiants et étudiantes au sein d'organismes de formation professionnelle agricoles. Elle a recueilli 36 réponses. Elle avait pour but de comprendre les tendances, les visions et les perceptions du métier d'agriculteur et d'agricultrice en montagne. Contacter les étudiant-es était essentiel, car ils représentent les futurs repreneur-euses et les exploitant-es de demain. Leurs difficultés d'installation constituent un exemple concret des freins au renouvellement générationnel.

En croisant ces trois volets, il est possible d'aboutir à une étude réfléchie, nourrie à la fois par des données chiffrées, des entretiens de terrain et une réflexion plus humaine sur les réalités du métier.

PERSONNES ET STRUCTURES INTERROGÉES

ADABEL / Chambre d'agriculture – Elodie Argoud

Conseillère territoriale Belledonne au sein de la chambre d'agriculture de l'Isère

Conservatoire d'espaces naturels – Isère

Audrey Pagano – chargée de projets, coordinatrice d'actions territoriales, animation territoriale, programme pelouses sèches

Nicolas Biron – chargé de mission, inventaires des zones humides d'Isère, suivis scientifiques des sites, réalisation de plans de gestion

Ferme à la Crécia – Théo Ravix

Ferme des Rapiilles – Josselin Francoz

Honorine Jully

Porteuse d'un projet agricole en élevage de montagne

INRAE – Claire Deléglise

Chercheuse en agronomie, spécialisée dans l'élevage de montagne et le changement climatique

MSA – Ophélie Mereau

Responsable du service de prévention des risques professionnels

SAFER – Aurélien Lequette

Chef de service départemental des Hautes-Alpes



PROBLÉMATIQUE

Après le croisement de résultats issus de la recherche bibliographique, d'entretiens et d'observations, le constat est clair : le renouvellement générationnel dans l'agriculture alpine française ne peut pas être résumé à une simple question de manque de jeunes ou de manque d'intérêt pour le métier. Au contraire, le sujet apparaît comme une problématique complexe, à la croisée de plusieurs dimensions : économique, sociale, foncière, territoriale, humaine et climatique. L'étude montre que la difficulté ne vient pas seulement de la reprise en elle-même, mais du fait que les fermes à transmettre ne sont pas toujours viables économiquement, accessibles matériellement et vivables humainement.

III. ANALYSE DES RÉSULTATS

UNE FRAGILITÉ ÉCONOMIQUE STRUCTURELLE DU SECTEUR AGRICOLE

Le premier grand constat qui ressort est celui d'une fragilité économique structurelle du métier agricole. Les revenus agricoles restent faibles, les marges sont réduites, les charges sont élevées et la rentabilité demeure incertaine. Les données mobilisées montrent que 18 % des ménages agricoles vivent sous le seuil de pauvreté, contre 13 % pour l'ensemble des ménages, ce qui traduit une précarité plus forte dans le secteur agricole (Daniel Salmon, Sénateur d'Ille-et-Vilaine) & Marie Pochon (Députée de la Drôme, 2023). À cela s'ajoute une dégradation du revenu agricole sur le long terme : entre 1990 et 2020, le revenu net agricole a baissé de 40 % (Elisabeth MERCIER et al., 2022). En 2022, sur 100 euros de production agricole, l'agriculteur ne conserve que 16 euros, contre 23 euros en 1990 (INSEE, 2025). Cela montre bien que l'agriculture ne souffre pas seulement d'un problème conjoncturel, mais d'un affaiblissement plus profond de sa capacité à dégager un revenu suffisant.

Cette fragilité économique devient encore plus problématique lorsqu'elle est mise en relation avec la question de l'installation ou de la reprise. Pour entrer dans le métier, les jeunes doivent constituer un capital de départ très important, alors même que les perspectives de revenu sont faibles ou incertaines. Les entretiens vont clairement dans ce sens. Josselin Francoz / Ferme des Rappilles explique que le principal problème pour les jeunes qui veulent s'installer est le coût de reprise des exploitations, et précise que si la ferme de son père lui avait été vendue à sa valeur patrimoniale réelle, il n'aurait jamais pu la reprendre. Claire Deléglise confirme cette difficulté en soulignant le poids croissant du coût des bâtiments, du cheptel et du matériel (voir point 3.2). Le renouvellement générationnel dépend moins d'une volonté abstraite que d'une possibilité concrète : celle de reprendre un outil de production à un niveau de capital supportable.



Cette fragilité économique n'est pas uniforme au sein du monde agricole. Il existe des inégalités économiques liées au genre, qui constituent un autre frein important. Les agricultrices gagnent en moyennes 29% de moins que hommes (Quentin Ghesquiere (Oxfam France), 2023). Cette dimension sera approfondie dans le point 3.3.

Conclusion intermédiaire : La montagne constitue un milieu spécifique, avec des réalités qui lui sont propres, tant dans les discours que dans la manière dont les acteurs interagissent avec lui. En revanche, ces spécificités sont plus difficiles à percevoir dans les statistiques ou dans les études générales sur l'agriculture. Les recherches menées sur le sujet sont souvent produites à une échelle large, ce qui rend parfois plus floue la visibilité des réalités montagnardes et l'accès à des données adaptées au terrain.

Les données disponibles permettent de faire apparaître des tendances, mais sans toujours mettre clairement en évidence certaines spécificités de la montagne, comme la dispersion des parcelles, l'importance des terres en location, les possibilités limitées de mécanisation, les effets du microclimat, les conditions de mise en vente des produits ou encore la transformation directe sur site.

Il faut noter que cette difficulté à disposer de données précises ne s'explique pas uniquement par un manque de données, mais aussi par la complexité de leur collecte. Celles-ci sont souvent produites selon des découpages administratifs. Cela ne remet pas en question la qualité des travaux existants, mais ne permet pas toujours d'avoir une vision pleinement adaptée aux réalités de l'agriculture de montagne. C'est pourquoi il était important de croiser plusieurs types de données. Le croisement des données et des entretiens permet ainsi de mieux saisir une partie de la réalité de terrain.

LA CAPITALISATION CROISSANTE DES EXPLOITATIONS

Ensuite, un autre mécanisme fondamental : la capitalisation croissante des exploitations et la difficulté qu'elle crée pour la transmission. Les fermes sont de plus en plus lourdes à reprendre, non seulement à cause du bâti, du matériel, des animaux et de l'ensemble des investissements accumulés. Cette logique est renforcée par des stratégies d'agrandissement qui permettent parfois de maintenir un revenu, mais qui augmentent en même temps la taille de l'outil à reprendre. Ce phénomène est particulièrement important à comprendre en montagne, où la capitalisation ne se joue pas seulement sur le plan productif, mais aussi sur le plan territorial et immobilier. La pression touristique, la rareté du foncier, la valeur du bâti et l'urbanisation renforcent le coût global de la reprise. Les entretiens avec Aurélien Lequette / SAFER et avec Élodie Argoud / ADABEL montrent que la transmission agricole se retrouve alors en concurrence avec d'autres usages du territoire, en particulier résidentiels.



Un coût plus élevé s'explique par différents facteurs :

- Les bâtiments et leurs installations sont vieillissants ; il est donc souvent nécessaire de construire ou de rénover les installations présentes sur le lieu d'exploitation.
- Auparavant, l'agriculture de montagne reposait souvent sur la polyculture, alors qu'aujourd'hui elle se spécialise davantage et produit plus, ce qui demande des investissements conséquents en matériel et en mécanisation.
- De plus, on observe une hausse générale de la valeur foncière et immobilière.

Cette logique se retrouve aussi dans la question du départ des cédants. La faiblesse des retraites pèse sur leurs arbitrages au moment de la transmission. Les cédants disposent de marges de manœuvre réduites au moment de quitter le métier, et peuvent alors s'orienter vers une sortie plus rentable, notamment à travers la revente du bâti ou du foncier hors du cadre agricole. Le problème n'est pas présenté comme un choix moral ou égoïste, mais comme un arbitrage rationnel sous contrainte. La transmission se heurte donc à deux contraintes : le repreneur ne peut pas toujours mobiliser le capital nécessaire, et le cédant ne peut pas toujours se permettre économiquement de transmettre à des conditions plus favorables.

Information : l'achat de terres ou de bâtiments agricoles est une opération encadrée par la loi. L'achat d'une terre ne signifie pas automatiquement que son exploitation ou sa construction est autorisée. Pour construire, le PLU ou les règles d'urbanisme doivent le permettre. Les terres ou bâtiments qui sortent du cadre agricole sont soit reclassés par l'urbanisme, soit, dans le cas d'un bâtiment existant, peuvent légalement changer de destination (Ministère du logement, de légalité des territoires et de la ruralité, 2014).

Le foncier constitue ainsi un axe majeur de blocage. L'accès à la terre, au bâti et à un outil de travail transmissible représente un défi central. Une ferme disponible n'est pas automatiquement une ferme « reprenable ». Les candidats à l'installation doivent souvent investir non seulement pour reprendre l'existant, mais aussi pour adapter la ferme à leur propre projet. L'exemple de la ferme de la Crécia (Lans-en-Vercors, Isère) illustre très bien cette idée : même dans le cadre d'une transmission familiale, la reprise a nécessité une évolution du modèle de ferme, avec une orientation plus raisonnée et davantage tournée vers la transformation et la valorisation directe. Cela montre que la



transmission n'est pas simplement la continuité d'un outil, mais aussi la rencontre, parfois difficile, entre un héritage existant et un nouveau projet agricole.

Conclusion intermédiaire : En montagne, la reprise d'une ferme se caractérise donc par de multiples contraintes territoriales et par des dynamiques propres à ce milieu. Certaines caractéristiques restent toutefois proches de celles observées dans d'autres espaces agricoles, mais elles se trouvent renforcées et complexifiées par la pression touristique ou encore par la rareté du foncier.

DIMENSION FAMILIALE, PATRIMONIALE ET SOCIÉTALE

À cela s'ajoutent des freins humains et relationnels à la transmission telles que les dimensions familiales, patrimoniales, affectives et sociales du processus. Les terres s'inscrivent souvent dans une histoire familiale, parfois transmise depuis plusieurs générations, ce qui rend leur cession hors cadre familial difficile. Le patrimoine est parfois partagé entre plusieurs héritiers, ce qui peut accentuer les tensions. Le cédant peut aussi avoir du mal à se projeter ailleurs après avoir construit toute sa vie autour de la ferme. Enfin, dans les villages de montagne, la transmission est aussi une affaire sociale : les voisins, les élus, les habitants ou les autres agriculteurs ont souvent un regard sur ce qui se passe. Ces éléments montrent bien que la transmission agricole ne se résume pas à une transaction économique : elle touche aussi à l'identité, au territoire et à la place de chacun.

Sur le plan social, il est important de souligner que le renouvellement générationnel dépend aussi des conditions de vie et de travail. L'agriculture alpine apparaît relativement plus jeune que la moyenne ; la moyenne nationale de moins de 40 ans est de 19% contre 22% en agriculture de montagne (GIRAUD, 2023); mais cette jeunesse relative ne suffit pas à prouver que le renouvellement est assuré.

Le métier reste fortement marqué par la pénibilité, la charge de travail, les astreintes, la difficulté à dégager du temps libre, la lourdeur administrative et l'isolement. La santé constitue ici un enjeu majeur. Le risque de suicide est plus de 40 % supérieur à celui observé dans le régime général, et l'entretien avec Ophelie Mereau / MSA montre que le mal-être agricole est toujours multifactoriel : il mêle difficultés économiques, fatigue physique, pression mentale, isolement et, en montagne, stress lié au terrain ou à la prédation. Le métier apparaît ainsi non seulement comme difficile, mais aussi comme potentiellement usant et psychologiquement éprouvant.

A ces problématiques s'ajoute l'inégalité de genre. Cela touche les conditions de travail, le statut, la reconnaissance et la protection sociale. Les femmes font face à du matériel parfois inadapté, à des difficultés à prendre des congés maternité, à des carrières plus souvent fragiles ou incomplètes, et donc à des retraites plus faibles. Les entretiens



montrent en plus que les logiques genrées restent très présentes dans l'organisation du travail agricole : l'administratif et la comptabilité sont encore souvent assumés par les femmes. Dans ce cadre, Honorine Jully apparaît comme une figure intéressante, car elle transforme cette inégalité en moteur d'engagement. Son témoignage montre que certaines jeunes femmes veulent aujourd'hui prendre pleinement leur place dans un métier encore marqué par des représentations anciennes.

De plus, il n'y a pas une remarquable baisse d'attractivité du métier. Dans le questionnaire, on peut voir que 58,3 % des étudiants s'imaginent devenir agriculteurs ou agricultrices, et que 22,2 % l'envisagent potentiellement. Il ne s'agit pas d'un manque de candidats, mais d'un métier qui apparaît moins désirable qu'auparavant. Plusieurs facteurs sont identifiés : pénibilité, horaires, charge de travail, difficulté pour le conjoint à trouver une place sur le territoire, faible reconnaissance sociale et image dégradée. Dans le même temps, les échanges de terrain montrent que l'attachement au métier reste très fort chez ceux qui s'y engagent. Josselin Francoz / Ferme des Rapiilles explique qu'il s'est installé parce qu'il était profondément attaché à sa ferme et à son territoire. Théo Ravix / Ferme à la Crécia, va encore plus loin en disant que si l'on fait ce métier, c'est avant tout par passion. Le métier devient moins attractif sur le plan des conditions de vie qui sont moins en phase avec le rapport au travail actuel, mais il reste porté par un attachement identitaire, territorial et philosophique puissant.

Conclusion intermédiaire : Dans ce cas, les données spécifiques à la montagne restent, une fois encore, partiellement dissimulées dans celles de l'agriculture générale. Cependant, la connaissance du territoire et l'intégration sociale à l'échelle locale apparaissent comme des éléments très importants pour pouvoir y accéder foncièrement et socialement. On peut également souligner le stress supplémentaire propre à certains territoires de montagne en raison de la prédation. La présence du loup ajoute une charge de travail supplémentaire et un stress constant. À cela s'ajoutent la gestion des chiens de protection et leurs interactions avec le public en montagne.



IV. CONCLUSION : LEVIERS D'ACTION

Le premier de ces leviers est **le travail collectif**. Les formes sociétaires progressent dans les Alpes, et les GAEC occupent une place croissante. Elles occupent dorénavant 40% de la SAU contre 25% en 2010 (Groupe Agricole Alpin et al., 2024). Cette évolution est importante parce qu'elle peut répondre à plusieurs problèmes en même temps tel que le partage du travail, la réduction des astreintes, la meilleure répartition des congés, la mutualisation des investissements et un moindre isolement. Le collectif peut rendre le métier plus soutenable, à la fois économiquement et humainement. Les formes collectives ne sont pas seulement des structures juridiques, mais des réponses concrètes à des conditions de travail devenues trop lourdes à porter seul.

Le second levier est celui **de la transformation et de la valorisation directe des produits**. Certaines fermes trouvent dans les circuits courts, la transformation à la ferme et la vente directe une manière de mieux capter la valeur ajoutée, de retrouver une marge de manœuvre économique et de redonner du sens au métier. C'est particulièrement visible avec Théo Ravix / ferme à la Crécia, où la transformation a permis de stabiliser davantage le modèle économique et de dépendre moins des aides ou des prix du marché. La montagne peut ici devenir un atout, grâce à des produits de qualité, à des filières AOP/IGP, à la Mention de Qualité Facultative « Produit de Montagne » (Euromontana, 2020) (voir annexe point 1) et à un lien fort entre production, territoire et consommateur. Cette valorisation directe ne produit pas seulement du revenu supplémentaire ; elle renforce aussi la viabilité de la ferme et donc sa transmissibilité.

Ajouter une filière de transformation et de vente à la ferme constitue un avantage économique conséquent. Cela permet de ne pas perdre de valeur ajoutée dans la chaîne de transformation et de commercialisation en dehors de l'exploitation. Cette valeur ajoutée est également renforcée par le tourisme, qui représente un acteur important dans la vente de produits locaux. La commercialisation de ces produits apporte aussi une plus-value à l'offre touristique de la région. Cela peut donc devenir un cercle vertueux.

Enfin, le changement climatique se manifeste par une **hausse de température de +2,5 °C** dans les Alpes depuis 1900, contre **+1,7 °C** dans le reste de la France (*La montagne, en première ligne face au réchauffement climatique*, s. d.). Ce changement joue un rôle central, non pas seulement comme contrainte supplémentaire, mais comme facteur de transformation du métier. Les données climatiques montrent déjà des évolutions fortes dans les Alpes avec une hausse des températures, diminution de l'enneigement, dégradation du bilan hydrique, tension accrue sur la ressource en eau. Ces évolutions ont des effets directs sur les systèmes fourragers, la pousse de l'herbe, les stocks, l'abreuvement et l'autonomie des élevages. Claire Deléglise/INRAE explique que le changement climatique fragilise déjà l'autonomie fourragère des exploitations de montagne. La gestion des stocks devient plus serrée et l'achat de fourrage peut devenir nécessaire. Le



climat n'apparaît pas toujours comme le frein principal dans la projection des jeunes. Le climat suscite une inquiétude chez une partie des répondants, mais il ne constitue pas la crainte majoritaire : seuls 11 étudiants sur 36, soit 30,6 %, disent le redouter. Le climat rend clairement le métier plus technique, plus exigeant, plus incertain et plus dépendant de capacités d'anticipation et d'adaptation.

En même temps, cette transformation peut aussi ouvrir certaines perspectives. Certains jeunes réfléchissent déjà à des modèles plus autonomes, plus extensifs ou plus cohérents avec les contraintes à venir. Honorine Jully, par exemple, explique qu'un modèle extensif peut permettre de réduire les charges et d'augmenter l'autonomie alimentaire des bêtes. Cela montre que le changement climatique ne produit pas uniquement du découragement : il pousse aussi certaines porteuses de projet à penser autrement leur manière de s'installer.

Finalement, le renouvellement générationnel dans l'agriculture alpine française est freiné par une combinaison de facteurs : faible rentabilité, poids du capital, difficulté d'accès au foncier et au bâti, retraites insuffisantes, conditions de travail lourdes, transmission complexe et incertitudes climatiques. Mais il met également en évidence plusieurs leviers : travail collectif, transformation et valorisation directe, ouverture plus précoce de la discussion sur la transmission, adaptation des modèles agricoles et recherche de systèmes plus vivables et plus autonomes.

**L'idée centrale qui traverse l'ensemble du travail est donc la suivante :
le problème n'est pas de trouver des jeunes motivés, mais de rendre les fermes
de montagne réellement transmissibles, économiquement viables et humaine-
ment vivables.**



BIBLIOGRAPHIE

Daniel Salmon (Sénateur d'Ille-et-Vilaine) & Marie Pochon (Députée de la Drôme). (2023, novembre 9). *Pour une agriculture des gens et du vivant*. Les eurodéputés Europe Écologie au Parlement européen. <https://europeecologie.eu/pour-une-agriculture-des-gens-et-du-vivant>

Elisabeth MERCIER, Dominique TREMBLAY, & Xavier ORY. (2022, avril). *Evolution du revenu agricole en France depuis 30 ans, facteurs d'évolution d'ici 2030 et leçons à en tirer pour les politiques mises en œuvre par le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation* [Rapport].

file:///C:/Users/Botty/Desktop/TFE/sources/CGAAER_21040_Rapport_VERSION_PUBLIABLE_15-12-2022.pdf

Euromontana. (2020). *Mise en oeuvre de la mention de qualité facultative « produit de montagne »*. Quelle est la situation dans les différents états membres?

GIRAUD, J. (2023, septembre). *Les nouveaux enjeux de développement des territoires de montagne « Pour une montagne vivante en 2030 »*.

Groupe Agricole Alpin, SUACI Montagn'Alpes, & CHambre d'Agriculture Hautes-Alpes. (2024, novembre). *ATLAS DES ALPES ET DE L'AGRICULTURE ALPINE*.

INSEE. (2025, décembre 16). *Comptes de l'agriculture en 2025 – Comptes de l'agriculture en 2025* | Insee. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/8686418?sommaire=8686420>

La montagne, en première ligne face au réchauffement climatique. (s. d.). Consulté 12 mai 2026, à l'adresse



<https://www.adaptation-changement-climatique.gouv.fr/dossiers-thematiques/milieus/montagne>

Ministère du logement, de légalité des territoires et de la ruralité. (2014, mars 24).

Constructibilité en zones agricole et naturelle. [Loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové].

https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/documents/fiche_alur_laaaf_constructibilite_en_zone_n_et_a_16092014.pdf

Quentin Ghesquiere (Oxfam France). (2023, février). *AGRICULTURE: LES INÉGALITÉS SONT DANS LE PRÉ*. Oxfam France.

https://www.oxfamfrance.org/app/uploads/2023/02/Oxfam_mediabrief_agriculture_Vdef.pdf



ANNEXES

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LA MENTION DE QUALITÉ FACULTATIVE « PRODUIT DE MONTAGNE »

Lien vers le document :

<https://www.euromontana.org/wp-content/uploads/2023/09/2020-implementation-of-the-oqt-report-FR.pdf>

Information sur la France page 7

SYNTHÈSE DU QUESTIONNAIRE AUPRÈS DES JEUNES

1. **Nombre de participants** = 36
2. **Parmi les mots suivants, lesquels associez-vous spontanément au métier d'agriculteur / agricultrice en montagne ?**
 - Passion 86,1 %
 - Contact avec la nature et le vivant 80,6 %
 - Charge de travail importante 63,9 %
3. **Pensez-vous que les politiques publiques actuelles encouragent suffisamment les jeunes à s'installer ?** Ceux qui ont répondu « non » mentionnent :
 - élargir l'offre de logement à des populations précaires comme les jeunes, car vivre dans les Alpes coûte cher.
 - accès aux terres
 - subventions, aides de la part de l'État / les régions pour aider financièrement les jeunes à s'installer et aide psychologique
 - éviter le clientélisme dans les décisions publiques locales (pour l'appropriation des terres notamment)
 - un soutien à l'installation pour des petites / moyennes structures agricoles et éviter l'agrandissement systématique des fermes qui, une fois à la vente, sont à des prix inabordables.
 - donner de l'espoir pour ce métier + la reconnaissance du métier

Critique sur l'accès à la terre et du « clientélisme » local + un besoin d'aide financière plus fort pour l'installation et une aide psychologique (humaine) + un appui plus clair pour les petites et moyennes installations et une remise en question de l'agrandissement des exploitations

4. **Pensez-vous que l'enseignement actuel encourage suffisamment les jeunes à s'installer ?** Ceux qui ont répondu « non » mentionnent :



- revaloriser les filières pro, avoir plus de stages
- pas assez de cours sur l'agriculture, notamment au collège et au lycée. Il faudrait quelques heures sur ce sujet en géographie, par exemple.
- l'image du métier vue comme un métier péjoratif vu qu'il est manuel (pb général du système éducatif sur les métiers manuels)
- changer de discours sur l'installation, outiller les jeunes et les confronter progressivement à leurs projets plutôt que leur faire peur d'entrée et les dissuader dès les journées portes ouvertes
- sensibiliser sur la problématique du foncier et accompagner activement pour que les jeunes agriculteurs.rices y aient accès. Les centres de formation devraient être acteurs de leurs territoires et s'y engager davantage.
- l'image du métier dans la société : l'agriculture est encore considérée comme un "sous" métier, salissant mais "facile" car il ne requiert pas forcément de grand diplôme
- je pense que les filières professionnelles (dont agricoles) ne sont pas assez valorisées auprès des jeunes en orientation.
- des professeurs qui n'essaient pas de nous dégoûter du monde agricole, mais au contraire qui nous poussent à l'installation
- l'encouragement

Manque de valorisation de la filière + image sociale dégradée + remise en question de la place occupée par l'agriculture au collège / lycée (manque de sensibilisation) + manque d'accompagnement des jeunes à l'installation + besoin de liens plus forts entre formation et réalité du territoire

5. Quelles conditions devraient être réunies pour que vous envisagiez sérieusement de vous installer ou de travailler durablement dans l'agriculture en montagne ?

- Foncier abordable 75 %
- Sécurité de revenu 72,2 %
- Meilleure reconnaissance du métier 69,4 %
- 13,8 % sont en discussion avec le cédant et 100 % d'entre eux sont leurs parents.

6. Quelles sont les principales questions ou réflexions autour de cette transmission ?

- Accès au foncier (location / propriété) 75 %
- 50 % modernisation de l'exploitation